

maintenant dire quand il s'entretiendra avec les ministres provinciaux chargés de l'habitation?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je m'entretiendrai avec les ministres provinciaux comptables de l'habitation le plus tôt possible. De fait, j'ai eu deux ou trois appels téléphoniques et des rendez-vous sont en voie d'être fixés.

LE MINISTÈRE

L'ÉTABLISSEMENT D'UN MINISTÈRE DE L'HABITATION ET DE LA RÉNOVATION URBAINE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question supplémentaire au premier ministre. Sauf erreur, le premier ministre aurait reçu un télégramme dans lequel on manifeste de l'intérêt à l'égard de l'établissement d'un ministère de l'habitation et de la rénovation urbaine. Comme le premier ministre a confié l'habitation à un ministre d'État, peut-il maintenant dire s'il songe à constituer un ministère distinct de l'habitation et de la rénovation urbaine?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on ne songe nullement à adopter d'autres mesures que celles qui ont été annoncées hier.

[Français]

LES PARCS NATIONAUX

LA GASPÉSIE—ENTENTE ENTRE OTTAWA ET QUÉBEC AU SUJET DE L'AMÉNAGEMENT D'UN PARC À POINTE-FORILLON

M. Alexandre Cyr (Gaspé): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Pourrait-il nous dire s'il a trouvé de nouveaux mécanismes de consultation permettant la conclusion d'une entente avec la province de Québec en vue de l'aménagement d'un parc national à la presqu'île de Forillon?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu la visite du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche du Québec ce matin. Nous avons discuté de ce problème et j'espère que nous pourrions trouver une solution, dans le meilleur intérêt des Gaspésiens.

M. Cyr: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Le ministre croit-il possible qu'une entente soit conclue pour une période de 99 ans, avant le 15 mai, tel que demandé?

L'hon. M. Chrétien: J'ai extrêmement confiance, monsieur le président.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): A l'occasion de cette rencontre avec le ministre du Tourisme, le ministre a-t-il répété les propos de nos «Couche-Tard», samedi soir, je crois, à l'effet que le ministre a mal tourné en devenant libéral?

L'hon. M. Chrétien: Monsieur le président, je n'ai certainement...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Chrétien: ... pas assez mal tourné pour devenir créditiste.

[Traduction]

AIR CANADA

LA GRÈVE DES MÉCANICIENS—PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI POUR METTRE FIN AU CONFLIT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et elle porte sur la grève d'Air Canada, qui en est à sa troisième semaine. Comme le très hon. représentant a déclaré que l'offre faite au syndicat ou aux employés, était très généreuse, dirait-il si le gouvernement est disposé à prendre les mêmes mesures que des gouvernements antérieurs et si, dans l'intérêt de la population que l'on oublie parfois au cours de ces grèves, il présentera au Parlement un projet de loi pour mettre fin au différend?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, nous ne songeons pas à prendre une telle initiative. Sauf erreur, nous avons déjà énoncé la position du gouvernement à cet égard: tant que le processus de la négociation collective n'a pas complètement échoué et tant qu'il n'y a pas de crise nationale exigeant l'intervention du gouvernement, nous préférons laisser les négociations se poursuivre.

Le très hon. M. Diefenbaker: D'après les nouvelles entendues à la radio, il semble que les deux parties ne se rencontrent même pas; qu'entend le premier ministre par «tant que le processus de la négociation collective se poursuit»?

Le très hon. M. Trudeau: Comme tout le monde le sait, monsieur l'Orateur, il y a des périodes pendant les grèves où il n'y a pas de rencontre, et c'est parfois là une tournure que prennent les négociations.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il est temps de penser aux Canadiens.